

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 631 6 OCTOBRE 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

ANDRE FROSSARD

C'était le journaliste communiste et athée qui avait eu la révélation de Dieu d'un seul coup dans une chapelle de la rue d'Ulm, comme Ratisbonne au XIX° siècle et Paul Claudel au XX° siècle :

« L'être humain, qui vient de l'amour, retourne à l'amour par la foi et l'espérance, à travers la souffrance et la mort »

EDITO

PETITE HISTOIRE DE L'ESCLAVAGE

Il est très intéressant de faire une petite histoire de l'esclavage, je parle bien évidemment de l'esclavage que font régner les Hommes de l'État sur la population française et pas du tout d'autres formes d'esclavage.

Voici une anecdote tout à fait récente qui éclairera chacun sur la France telle qu'elle est.

Une dame arrive dans un joli coin de France et achète un ancien moulin pour se loger. Elle veut planter un cèdre dans le parc. Que fait-elle ? Elle sait en effet que dans la plupart des

régions de France il n'est pas possible d'abattre un arbre sans une autorisation et elle s' imagine qu'il faut peut-être une autorisation pour planter un arbre.

Elle se renseigne effectivement et on lui dit que, dans l'endroit où elle vient, il faut une autorisation pour planter un arbre. Elle apprend, après beaucoup de délais, que sa demande de planter un cèdre n'est pas acceptée car suivant les règlements en usage dans ce lieu les cèdres ne doivent pas être plantés à côté des moulins mais à côté d'un château et un moulin n'est pas un château.

Bien sûr, le seul moyen, alors, est de laisser pousser le cèdre tout seul ce qui n'est pas difficile mais bien plus long que si un sujet déjà grandi est acheté sur le marché.

De cette anecdote il faut retenir certains faits.

D'abord cette dame est esclave volontaire : dès son arrivée dans cette région, elle s'agenouille devant la dictature pour savoir si elle a le droit de planter un arbre ; le summum de l'esclavage est de pousser les esclaves à en redemander.

Ensuite, c'est la plaie du zonage. La France est découpée en de multiples zones qu s'enchevêtrent avec, chacune ses règlements souvent contradictoires. C'est une des raisons majeures de la crise du logement et de la paupérisation.

Si d'autres esclaves ont des histoires de ce genre à nous raconter nous seront très heureux de leur donner l'écho maximum pour faire connaître à tous les autres esclaves les détails de leur condition.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LITUANIE

Le parlement de cet Etat a adopté une loi sur la protection des mineurs qui interdit de faire toute publicité pour les relations homosexuelles, bisexuelles et polygames. 77 députés ont voté pour cette loi. Trois y ont été opposé et quatre se sont abstenus. Selon ce texte, toute information faisant la publicité en question est considérée comme ayant un effet négatif sur la santé psychique, le développement physique, intellectuelle et morale des mineurs.

Pour le moment l'Europe n'a pas encore réagi mais l'on va voir si le lobby homosexuel se déclenche.

LES VACCINS

Certains se demandent légitimement pourquoi les grands laboratoires veulent absolument développer les vaccins et leur intérêt dans ce projet.

Il y a, d'abord, le fait que beaucoup des brevets qui enrichissent ces laboratoires actuellement vont expirer bientôt et que les fabricants de génériques vont faire des copies bien moins chères.

Il y a en plus d'influence des gouvernements. Il y a des gouvernements qui décident de vacciner dans tel ou tel domaine ; il ne limitent pas leurs dépenses et le chiffre d'affaires peut-être supérieur au milliard de dollars ce qui est un seuil pour les grands laboratoires.

Enfin les vaccins sont difficiles à copier ce qui est une protection pour ces laboratoires.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

<http://reseauliberte.ning.com>

Forts d'au moins 1,6 million de suffrages sur l'avenir de La Poste, les organisateurs de la "votation citoyenne" (sic) veulent aller beaucoup plus loin, en clair que rien ne bouge à La Poste.

Pour ce faire, ils estiment qu'il faut maintenant organiser un référendum national en espérant, sans doute à bon droit, que le président SARKOZY fasse volte-face et mange son chapeau.

Outre que cette posture n'aurait d'autre résultat, à terme, que de signer la mort de La Poste, tout cela n'a plus aucun sens dès lors que la (fausse) droite a décidé, préventivement, de se coucher.

Sur Canal +, le ministre Xavier DARCOS affirme : *"Moi, si demain je me présente dans un bureau de poste et que je dois voter pour ou contre la privatisation de La Poste, je mettrai un bulletin 'NON' (...)"*.

Plutôt deux fois qu'une, le ministricule Christian ESTROSI renchérit en ironisant (?) sur RTL : *"S'il y a un gouvernement qui veut privatiser La Poste, je cours au premier bureau de la CGT voter contre"*.

Sur Europe 1, le président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Didier MIGAUD, appelle le gouvernement à proposer aux Français un "*vrai référendum*".

N'en jetez plus, la cour est pleine ! J'ai rarement observé une telle accumulation de confusion mentale au sein d'un gouvernement pourtant supposé moderniser la France. Une vraie Bérézina !!

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT
Membre du Parti libéral démocrate

<http://sully1.typepad.com> & <http://cozop.com/sully1/>

02400 FRANCE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 5 OCTOBRE 2009

LE JEUNISME

Donc Monsieur Sarkozy, président de la république très provisoirement en vigueur. a décidé d'assister en tous sens les jeunes, car malgré ses déclarations contraires c'est bien de l'assistanat qu'il a commencé à lancer en un vrai feu d'artifice de mesures multiples.

Sans rentrer dans le détail des innombrables usines à gaz qu'il a ouvert dans cette intention, nous allons rappeler quelques indications.

Le RSA d'abord. Cet invraisemblable dispositif sera étendu aux 18 à 25 ans ayant travaillé 3600 heures au cours des trois années précédentes (soit deux ans à temps partiel plein par exemple). Cela ne devrait concerner que 160 000 jeunes mais bien entendu on nous promet d'étendre le dispositif a beaucoup d'autres après ; dans l'assistanat l'on en fait jamais assez et, déjà, les dictateurs syndicaux réclament davantage. La forêt de complications, dont le texte ci-dessus ne donne qu'un faible aperçu, promet de beaux contentieux et de belles combines pour tâcher de se loger dans la niche. Toute dispositif socialiste conduit aux combines.

Une revendication de ces dictateurs syndicaux était de donner aux jeunes une sorte de dotation de départ dans la vie. Le président fait un pas dans ce sens par une possibilité de dotation jusqu'à 3000 €, pour réaliser un projet précis comme financer un permis de conduire ou louer un studio par exemple.

De même, une expérience sera tentée dans le sens d'une allocation accordée contre un suivi assidu d'une formation. Cela concernerait des jeunes de 18 à 25 ans et pourrait aller jusqu'à 2500 €

Les bourses étudiantes seront également allongées. Et de même l'aide à l'achat d'une complémentaire santé serait augmentée.

Le président ne va pas jusqu'à porter l'obligation scolaire de 16 à 18 ans mais instaure un « droit à la formation ou à l'emploi » entre ces deux âges : voici un nouveau droit qui va s'ajouter bientôt à la liste interminable des « droits de l'homme », système universel de destruction des devoirs de l'homme.

L'Elysée se lamente d'ailleurs car il y a beaucoup de jeunes dont on perd la trace comme si dans l'assistance universelle l'Etat devait suivre à la trace tout le monde : les rois Incas exigeaient que les portes des maisons privées soient ouvertes en permanence... .

Un service public de l'orientation regroupera la multitude d'intervenants chargés de conseiller les jeunes sortis du système scolaire sur les formations existantes et leurs débouchés : quel bel aveu de la complexité du système dans laquelle personne ne se retrouve.

Des mesures seront prises pour favoriser l'emploi des jeunes qui souffrent davantage du chômage que les autres.

Enfin, parmi les 50 mesures, et cela ne s'invente pas, il serait créé un service civique. L'objectif serait de recruter 10 000 volontaires prêts à se consacrer à des missions utiles dès 2010 et à terme l'objectif serait d'atteindre 10 % d'une classe d'âge : c'est comme si un simple travail de base n'était pas une mission utile.

Comment ne pas être suffoqué d'indignation devant ces mesures délirantes qui vont aggraver la paupérisation des jeunes et des moins jeunes, sans jamais résoudre aucun problème.

Essayons d'expliquer avant d'indiquer les conséquences prévisibles.

La première explication, ce sont les futures élections soit de 2012 soit avant. Les yeux fixés sur ces échéances et sur les sondages, le pouvoir ne pense qu'aux intérêts personnels des uns et des autres. C'est donc une opération pure et simple d'achat éventuel des voix des jeunes et de leurs prétendus amis.

Ensuite, vient l'idée que les jeunes sont pauvres et qu'il faudrait corriger cette prétendue dérive. Or, il est normal et logique que les jeunes soient pauvres, puisque, même s'ils sont diplômés, ils ne connaissent pas grand-chose de la bonne façon de créer de la richesse étant d'ailleurs en général ignorants du fonctionnement des entreprises. En outre, ils n'ont pas eu le temps de montrer leur valeur ni celui d'épargner.

En toile de fond, se trouve le faux objectif de l'égalité qui est une chimère tout à fait destructrice de la société.

Il s'ajoute le délire législatif : la loi doit régler tous les problèmes alors que c'est le marché qui devrait les résoudre. Ce délire législatif, qui contribue à l'enrichissement personnel des hommes de l'État, est une des causes majeures de ruine de la société française. Big Brother éclatera un jour de son obésité.

Il est, lui-même, le résultat du « principe des calamités » : un pouvoir socialiste est condamné à corriger les calamités qu'il a créé en développant d'autres calamités par la création indéfinie de nouvelles lois.

En embuscade, se trouve la destruction de la famille : l'on veut, en effet, affranchir les jeunes de la tutelle de leur famille alors que c'est cette tutelle qui peut les conduire au mieux dans les hasards de la vie et leur donner leur chance.

Maintenant voyons les effets prévisibles.

Nous voyons dans ce plan tous les stigmates du socialisme et en particulier la création de nouveaux organismes sources de dépenses futures et donc d'impôts destructeurs.

La France est en faillite comme le premier ministre l'a énoncé clairement et il n'y a pas d'argent dans les caisses. L'on prévoit pour financer « seulement » 500 millions d'euros ; c'est une plaisanterie : nous allons certainement vers plusieurs milliards d'euros lorsque le système sera à plein régime. Bonjour le surendettement public.

Une autre conséquence est la déresponsabilisation des jeunes. En leur créant des droits acquis, le pouvoir ne les pousse pas à se prendre en mains eux-mêmes avec l'aide de leur entourage.

Rappelons en terminant que l'une des sources de la paupérisation du peuple français est le SMIC car il détruit les emplois à commencer par les emplois de la base et il explique à lui seul l'importance du chômage des jeunes.

La mesure qui aiderait le plus les jeunes serait la suppression du SMIC. Il est à craindre que nous l'attendions encore longtemps, c'est-à-dire jusqu'au moment où le navire en perdition se fracassera contre la réalité.

Michel de Poncins

CITATION

ROSELYNE BACHELOT vient d'embaucher son fils Pierre dans son cabinet :

« Si on a des parents compétents, pourquoi s'interdirait-on de les embaucher ? »

ALAIN DUMAIT :

« Les déficits publics sont des impôts et les plus immoraux »

REVUE DE PRESSE

LA RUINE EN ALLEMAGNE

Le pouvoir en Allemagne continue à ruiner le pays par un programme complètement délirant de construction d'éoliennes. On a construit la plus puissante éolienne du monde que l'on appelle la « grosse bertha ».

Il serait possible de s'en réjouir car la concurrence de l'Allemagne est rude ; ne nous pressons pas cependant de nous en féliciter car il existe une véritable concurrence dans ces folies entre les Etats et la France risque de se proposer de rattraper l'Allemagne.

GEORGES MARCHAIS

Le premier secrétaire du parti communiste français le 6 janvier 81 avait écrit dans le journal l'humanité : « en raison de la présence en France de près de 4 millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leur famille, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement des mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte... C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine..

LA PAUVRETE

Le journal le Monde édite un article pour montrer les nouveaux visages de la pauvreté. Il donne des exemples un peu tristounets. C'est ainsi qu'une personne qui était conseil en

entreprise a perdu brusquement son son poste de cadre et un salaire important. Avant c'est elle qui aidait les autres et maintenant, de chute en chute, elle est conduite à pousser la porte des organismes charitables. Elle ne trouve pas d'emploi et finalement elle s'alimente à l'épicerie sociale et fait quelques courses dans un discount.

Un autre ménage de retraités se plaint de survivre à peine avec ses modestes retraites.

Ces faits conduisent à deux remarques.

D'abord il est remarquable que, dans les exemples cités, il y a beaucoup de personnes seules, c'est-à-dire victime du divorce et de la séparation des ménages.

Bien sûr, le Monde ne désigne pas les autres raisons de cette paupérisation, à savoir le dirigisme et plus précisément le socialisme qui ruinent les populations en particulier par le développement du chômage.

BREVES ET LONGUES

PIB ET COMPAGNIE

Tout le monde sait que le PIB est manipulé et trafiqué comme il n'est pas possible. Souvent, d'ailleurs, les manipulations se passent rétroactivement c'est-à-dire, que, pour avoir les statistiques désirée, le pouvoir change a posteriori les anciens PIB en même temps que les futurs PIB.

Mais cela ne suffit pas pour manipuler. Le pouvoir est aujourd'hui à la recherche d'un nouvel indice.

C'est alors qu'il se donne le ridicule de réfléchir au bonheur ou à des critères tout à fait arbitraires comme la qualité de vie, le développement durable, ou la sécurité.

Le seul critère qui n'est pas retenu c'est celui de la liberté et notamment de la liberté vis-à-vis du pouvoir qui est le seul véritable critère qui nous intéresse et qui serait représentatif de la qualité de la vie.

LA FOLIE ECOLO

La fureur écologique continue à s'étendre sur le monde comme une véritable tornade. En Ecosse, les dépenses publiques seront désormais également libellées en CO2.

Le budget sera toujours publié en livre sterling, mais les dépenses seront traduites aussi en émissions de CO2.

On apprend ainsi que les 33 milliards de livres de dépenses publiques pour la prochaine année fiscale se traduiront par l'équivalent de 11,5 millions de tonnes de CO2.

Certains ministères sont qualifiés comme plus pollueurs que d'autre ainsi que certaines collectivités locales.

C'est évidemment tout à fait risible car tout cela repose sur la fameuse chimère du réchauffement de la planète et sur des calculs d'émissions de CO2 qui sont tout à fait arbitraires.

Bien entendu, les grosses quantités d'argent consacrées à ces faux calculs ne sont pas du goût des écolos locaux qui ne sont pas contents et estime que ce n'est pas suffisant.

LE MATAMORE COUCHE

Monsieur Sarkozy applique sans arrêt la politique du matamore couché que nous avons souvent dénoncé.

Il avait été décidé d'expérimenter des test ADN pour le regroupement familial des immigrés et, bien, entendu cela devait éviter des regroupements familiaux tout à fait abusifs.

Sur ces entrefaites, le ministre de l'immigration a décidé de ne pas signer les décrets d'application de la loi.

Le président de la république s'est couché devant cet obstacle pour faire plaisir au camarade Besson.

Il a dit carrément que les tests ADN n'avaient pas de valeur ce qui est une contrevérité évidente au regard de beaucoup de textes de lois traitant d'autres matières et de la vérité scientifique.

Rappelons à cet égard deux faits.

C'est Monsieur Giscard d'Estaing qui, il y a déjà longtemps, a admis le regroupement familial ce qui est une véritable bombe contre la population française de souche.

La législation dans tous les domaines est tellement compliquée dans le cadre de l'usine à gaz universelle qu'une loi n'est valable qu'avec des décrets d'application ce qui veut dire que l'incertitude juridique est totale. Aux décrets d'application nécessaires, s'ajoutent une foule de recours possibles dont le conseil constitutionnel et l'Europe.

Dans la matière elle se prolonge puisque Monsieur François Fillon a annoncé qu'une nouvelle loi serait prévue. Attendons donc la nouvelle loi, les décrets d'application et tutti quanti

KENNEDY

Maintenant que le Sénateur Kennedy est enterré et il nous reste à prier pour lui et à rappeler les points sombres de sa carrière, ce qui ramènera à leur juste proportion le concert de louanges qui s'est élevé dans le monde entier.

S'affirmant un grand catholique, il a bâti sa carrière sur l'avortement, l'euthanasie, le mariage et l'émigration illégale. Il avait fait sienne toutes les causes anti-américaines.

La famille Kennedy est une famille multimillionnaire qui a construit sa prospérité politique sur une idéologie gauchiste comme pour se faire pardonner sa richesse.

DOCUMENTS

Bonjour,

Sous la contrainte, les Irlandais, ont voté OUI, on peut se poser la question, sur les pourcentages obtenus.

Le président Vaclav Klaus, s'oppose au traité de Lisbonne, nous devons donc, faire en sorte, de trouver un moyen pour faire savoir qu'il n'est pas seul.

Je vous invite à signer la pétition en ligne de soutien au Président Vaclav Klaus afin qu'il ne cède aux pressions relatives à la ratification du Traité de Lisbonne :

<http://www.petitiononline.com/sptklaus/petition.html>

Quand on oblige les citoyens à voter OUI ce n'est plus de la démocratie, mais de la dictature.

La pétition est une des seules possibilités, pour l'instant pour nous manifester. En attendant d'avoir la volonté et une coordination pour nous mobiliser efficacement.

Le temps n'est-il pas venu d'une action concrète et concerté ?

Il serait temps de se remuer, pour ne plus subir, le temps joue contre nous.

Cordialement

GRANIER Marcel
